

Lu pour vous pour le mois de juin 2023

« J’y crois toujours », au-delà de la débâcle...une Tunisie démocratique et prospère. C’est en ces termes que l’auteur, Mustapha Kamel Nabli, évalue les possibilités de la Tunisie de dépasser la transition politique et la débâcle économique dans lesquels elle se débat et à quel cout ? L’investissement pour l’avenir qu’il propose, par des voies de sortie du pessimisme destructeur régnant, fait l’objet d’un développement de 200 pages répondant à 3 Questions majeures :

1 Qu’est-ce qui s’est passé au juste ? Évoquant successivement 3 étapes :

- La situation économique et sociale, avant la révolution, caractérisée par :
 - . Une performance macroéconomique positive, mais en dessous du potentiel et des aspirations.
 - . De grandes faiblesses structurelles au niveau économique.
 - . Des difficultés et des tensions sociales persistantes.
- Une transition politique longue, difficile et complexe, qui a engendré 3 chocs majeurs frappant l’économie et générant d’énormes pertes :
 - . Une crise sanitaire.
 - . Des mouvements sociaux.
 - . La crise politique en Libye.
- Des dysfonctionnements politiques qui transforment les chocs économiques en crise profonde.

2 Quelle radioscopie retenir de cette crise profonde ?

Sont successivement passés en revue :

- Les politiques économiques (budgétaire, fiscale, monétaire) aussi bien que sociales et salariales qui ont été menées se sont avérées inadéquates, faute de vision.
- Fallait-il répondre aux chocs économiques ou céder aux pressions sociales ?
- Les graves déséquilibres financiers, internes et externes, qui en ont résulté :
 - . Croissance basée sur la consommation.
 - . Endettement extérieur lourd.
 - . Inflation et déficits des finances aggravés.
 - Une croissance en berne, un chômage élevé ainsi qu’une baisse de la productivité, de la compétitivité et de l’attractivité.
 - Une situation sociale complexe, marquée, en particulier, par un impact positif sur les inégalités, la répartition des revenus et la réduction de la pauvreté, mais aussi par la persistance des tensions et des incertitudes.

3 Et maintenant que faire ? Avec quels risques ?

- Des risques d’enlisement dans la crise existent.
- L’analyse du début de reprise économique, constatée en 2018, à travers différents indicateurs (croissance économique, balance commerciale, secteur touristique, investissements national et étranger, recettes fiscales) montre que la crise économique et financière continue à peser lourdement, pouvant aboutir, à court et moyen termes, à l’enlisement avec :
- . Un approfondissement de la crise politique et une persistance de l’instabilité sociale.
 - . Une croissance basée sur la consommation.
 - . Une détérioration des indicateurs de performance économique.
 - . Des finances publiques en crise, du fait de la non-soutenabilité de la dette...
- Et ce, au risque d’une explosion sociale et de conséquences politiques menaçant la démocratie. Faute de toute autre alternative permettant d’éviter le pire, et sans remettre l’économie dans une

position de reprise forte, brisant les 2 cercles vicieux que sont l'endettement public et l'inflation, seul le recours au FMI pourrait, en réalité, constituer une sortie de crise, avec comme principal avantage de pouvoir emprunter, à des conditions de financement intéressantes (en termes de cout et de volume), alors que le pays a des besoins qu'il ne peut satisfaire, à des conditions acceptables, aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur.

- Le défi : Réussir le miracle d'une sortie de crise rapide et durable.

Et pour cela : Entreprendre 4 actions politiques et sociales préalables :

. Une action économique forte :

Retour rapide des secteurs sinistrés à leurs activités normales.

Maitrise et rééquilibrage des finances publiques.

Retour de l'investissement privé intérieur et extérieur, à un rythme soutenu susceptible de porter la croissance.

. Des enjeux cruciaux à confronter :

Concilier consolidation budgétaire et programmes sociaux ambitieux.

Promouvoir la relance du secteur privé et consolider les ressources fiscales.

Envisager le passage par une période d'austérité.

. Un impact social négatif à minimiser pour créer les conditions d'une reprise de la croissance.

. Deux questions sur les priorités à clarifier :

Celle des actions non conventionnelles : Lutte contre l'économie parallèle et la corruption.

Celle des grandes réformes structurelles, au cœur du débat pour sortir de la crise.

- Les enjeux et priorités pour une meilleure performance à long terme.

Il s'agira, dans le cadre d'une nouvelle vision de la Tunisie du 21^{ème} siècle, de :

. Renforcer le capital social, la confiance et la citoyenneté :

En inversant les tendances d'affaiblissement des valeurs fondamentales du travail, de la confiance et de la citoyenneté.

En encourageant les développements qui renforcent le capital social.

. Reconstruire un Etat fort, plus juste et plus efficace dans :

La régulation, l'arbitrage, la conception et la mise en œuvre des stratégies.

La lutte contre la corruption et l'économie informelle.

La réforme de l'administration publique.

. Renforcer l'accumulation du capital humain et du capital physique, en redonnant :

Au premier, son rôle de source de succès et d'ascension sociale, par la réforme de l'éducation et de la santé.

Au second, son rôle dans la croissance, par le renforcement de l'épargne et de l'investissement.

. Encourager le secteur privé à contribuer davantage à l'investissement, à l'innovation et à la création d'emplois.

. Instaurer des réformes institutionnelles et des politiques plus efficaces, en faveur de plus de justice sociale et d'inclusion.

. Relever le défi des inégalités régionales, par la création d'emplois et l'aménagement du territoire.

. Augmenter le taux de participation des jeunes et des femmes dans la population active.

. Engager une vraie transformation structurelle, dans le contexte de la révolution industrielle 4.0.

. Faire face aux enjeux des ressources naturelles et du changement climatique.

. Tenir compte des nouvelles mutations géopolitiques, mondiales et régionales.

Telles sont, en conclusion, les conditions pour que la Tunisie puisse finalement marcher sur ses deux jambes : Plus de progrès économique et social et un système démocratique qui assure la liberté et l'égalité entre les citoyens dans un monde en pleine mutation.

Référence : Mustapha Kamel Nabli « J'y crois toujours » au-delà de la débâcle...une Tunisie démocratique et prospère. Sud Editions. Avril 2019. www.sudeditons.com